

Politique | À Lormont, Blanquer assure le S.A.V



Ce lundi, le ministre de l'Éducation Jean-Michel Blanquer était en déplacement dans le blayais et à Lormont, dans une salle devant laquelle son arrivée n'est pas passée inaperçue. Après avoir été accueilli sous les huées, il a tenu pendant une heure-et-demie la première "permanence ministérielle" départementale pour répondre aux questions des élus locaux sur sa politique éducative. L'élu a dû faire face à de vives inquiétudes sur sa nouvelle réforme et la manière dont les nouvelles règles allaient pouvoir s'insérer dans un territoire majoritairement rural. Morceaux choisis.

L'accueil était au moins aussi brûlant que la température extérieure ce lundi au complexe Brassens-Camus de Lormont pour Jean-Michel Blanquer. Venu se prêter à l'exercice de la "permanence ministérielle" auprès d'élus locaux, le ministre de l'Éducation a inauguré cette initiative en Gironde au sujet de la politique éducative, en plein bazar autour d'un BAC à l'organisation chaotique, également acteur d'une réforme très contestée. Jean-Michel Blanquer a rapidement rejoint l'intérieur de la salle alors que l'attendaient dehors plusieurs dizaines de manifestant demandant clairement sa démission avec dans les mains des panneaux sur lesquels figuraient des slogans pas vraiment accueillants ("2019, le BAC de l'arnaque", "Blanquer : recalé") au milieu des drapeaux syndicaux. "Il s'agit d'un petit nombre de personnes qui cherchent à faire du bruit et qui ne sont pas représentatifs de la majorité des professeurs. Ma porte est ouverte, elle n'a jamais été fermée. Certains ont créé les conditions du désordre avant de s'en plaindre. Cette réforme a été faite en consultation avec les syndicats enseignants et je dois continuer à les voir dans les prochains jours", a répété l'élus national.

Dans la salle, en revanche, l'ambiance est un peu moins électrique, ce qui ne l'empêche pas d'être inquiète. Sur la politique de l'éducation prioritaire d'abord, et ces fameux 731 collèges en REP et 363 en REP+. Le Nord-Médoc a trois établissements dont deux en REP et un dernier qui ne l'est pas, un élu pointe du doigt ce qu'il considère comme une injustice. "J'ai demandé un rapport qui doit être remis ces jours-ci sur l'évolution de la politique d'éducation dans les quartiers prioritaires, qui a ses vertus et ses limites. Chaque fois qu'on refait les cartes, il y a toujours des injustices entre ceux qui en bénéficient et les autres. Les cités éducatives doivent apporter plus de transversalité que les politiques de REP et REP+, donner plus de pouvoir au principal de collège pour qu'il puisse avoir de vrais leviers sociaux". Lormont, ces derniers mois, a constitué un foyer de contestation face à la réforme Blanquer (et, est-ce ou non un hasard, a demandé le 28 juin dernier une labellisation "cité éducative"). Les enseignants et parents d'élèves, réunis en collectif dénonçaient notamment un manque de moyen et l'instauration du "Plan mercredi" qui, selon eux, "met en péril d'autres actions". Ce n'est pas faute d'avoir reculé, notamment sur

l'amendement concernant la fusion des écoles et collèges, abandonnée par le Sénat : "nous avons eu conscience que travailler sur cette continuité n'était pas encore une idée mûre. Au final, nous avons fait assez peu de changements pour les collèges. La réforme du lycée, prévue pour 2021, doit se faire en consultation, sans précipitation. Le fait de créer une seconde spécialisée en fonction du goût des élèves a pour but une élévation du niveau général", a répété Jean-Michel Blanquer. "Ca va modifier beaucoup de choses, mais je pense que c'est nécessaire".

Les sujets de débat qui ont permis aux élus d'échanger avec le ministre pendant une heure et demie n'ont pas manqué. L'une des plus fortes inquiétudes a, comme souvent, été l'apanage d'un clivage : quels moyens dans les petites communes rurales pour mettre en place les nouvelles mesures (l'école inclusive qui a bénéficié à 340 000 élèves à la rentrée dernière, l'instruction obligatoire à trois ans notamment). "Cette école inclusive a permis d'accueillir plus d'enfants, mais elle a aussi ses limites, notamment parce qu'elle a nécessité beaucoup d'embauches, principalement des contrats aidés et donc précaires qui ont généré beaucoup de frustrations. Nous voulons substituer à ces contrats aidés des AESH (accompagnants d'élèves en situation de handicap), c'est à dire des contrats de trois ans renouvelables une fois et débouchant sur un CDI au bout de six ans. Nous voulons passer de 2% d'AESH à 33% à la rentrée prochaine". Le maire de Blasimon, lui, est moins mesuré que les autres.

"Il existe plus de 400 communes rurales en Gironde. Quand on ferme un poste de CPE dans la plus petite commune du département, c'est le mur de l'éducation nationale qui tombe. Ne prenez plus en compte les effectifs, prenez en compte l'espace". "Nos objectifs ne sont pas différents, j'ai conscience que l'école primaire rurale est importante. Elle n'est pas attaquée. Si Emmanuel Macron s'est rendu dans l'Orne pour assister à la renaissance d'un complexe scolaire, c'est aussi pour montrer un exemple d'une école qui fait envie pour cette démographie nouvelle qui débarque chaque année dans la ruralité. La fermeture de classe est inévitable si l'effectif se réduit trop, mais nous nous sommes engagés à ce qu'il n'y ait plus de fermeture d'écoles rurales sans l'accord du maire. On commet de toute façon une inéquité, mais elle est à la faveur du monde rural", a ainsi précisé Jean-Michel Blanquer, abondé par les chiffres de l'inspecteur de l'académie de Bordeaux. "En 2018, nous avions 452 classes sur l'académie, comme en 2017. En 2019, nous avons connu une baisse de 368 élèves mais nous n'avons supprimé qu'une seule classe. Nous nous fixons un objectif pour 2025 : celui de cesser de se projeter à l'année. 40 élèves qui ont été scolarisés en RPI (regroupement pédagogique intercommunal) n'y étaient pas à la dernière rentrée. Il faut aussi faire la promotion de l'école rurale".

Christine Bost, maire d'Eysines, ne se fait pas vraiment d'illusion, notamment pour l'école inclusive. "A Eysines, nous avons une vingtaine d'enfants en MDPH, c'est à nous de financer la continuité des postes. Pareil pour le dédoublement des classes : nous sommes une commune à la croissance démographique importante dont les moyens financiers ne sont pas extensibles. Vous prenez des décisions louables, mais c'est à nous de les assumer et de les financer". Jean-Michel Blanquer, lui, oppose à cette contestation un "désir national des maires d'investir dans l'éducation. Nous avons demandé aux préfetures de diriger leurs fonds d'appui en priorité sur ces sujets là (le dédoublement et l'école inclusive), les dispositifs mis en place (comme la DETR pour dotation d'équipement des territoires ruraux) ne changeront pas". "Le plan mercredi, on ne peut pas forcément le mettre en oeuvre dans un territoire enclavé où la piscine est à 40 kilomètres", questionne une autre élue. "Le but premier de ce dispositif, c'est justement d'aider ces communes très rurales. Si un conservatoire ou un équipement se trouve à 25 kilomètres de chez vous, il doit aussi savoir jouer le jeu des partenariats". Lormont n'était pas le seul rendez-vous local pour le ministre, qui devait aussi se rendre à la Maison Familiale et Rurale du Blayais, cette fois pour échanger avec "personnels, élèves et partenaires sociaux-éducatifs". Devant la presse, il a assuré que ces "permanences ministérielles", décidées par Emmanuel Macron pour garder un "contact terrain" suite au grand débat et à la crise des gilets jaunes, étaient vouées à continuer dans les prochains mois.



Romain Béteille

Crédit Photo : RB

Publié sur aqui.fr le 08/07/2019

[Url de cet article](#)